

FABIEN ROUSSEL
DÉPUTÉ DU NORD

Bruay-sur-l'Escaut, le 28 novembre 2018

Cher Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre mél relatif à la situation actuelle et à la destitution du Président de la République.

Je comprends et partage votre colère vis-à-vis du Chef de l'Etat et de son gouvernement qui privilégient les plus fortunés et qui font peser la charge financière de leurs décisions sur l'immense majorité des Français, pour qui chaque euro compte.

Les questions du pouvoir d'achat, de l'accès à l'emploi, permettant de vivre dignement, et de la justice fiscale sont au cœur des combats menés par les élus communistes. A l'Assemblée nationale comme au Sénat, nous sommes parmi les rares parlementaires à porter la légitime revendication de la hausse des salaires et des pensions, avec 200 € d'augmentation pour le SMIC tout de suite.

Inlassablement, nous nous battons pour la mise en œuvre de mesures visant à mettre fin à la fraude et à l'évasion fiscales qui coûtent à notre pays 60 à 80 milliards d'euros.

Résolument attachés à la lutte contre les inégalités, nous exigeons le rétablissement de l'impôt sur la fortune et la mise en place de mesures contraignant les multinationales implantées dans notre pays à payer leurs impôts en France.

Nous nous prononçons enfin pour une rupture avec les politiques d'austérité qui nous sont imposées par Bruxelles et les marchés financiers, qui asphyxient nos communes, nos services publics et qui imposent toujours plus d'efforts à la population.

Ceci étant, la destitution du Président de la République, est-ce la priorité ? N'est-il pas plus urgent d'obtenir du gouvernement des mesures favorables au pouvoir d'achat des Français ?

Ce sujet est au cœur de nos interventions. Si le gouvernement continue de fermer la porte à toutes ces demandes, alors nous déposerons une motion de censure.

Par ailleurs, les parlementaires communistes n'ont jamais eu peur du peuple et ne redoutent pas de retourner aux urnes. Nous portons également le projet d'un 6^{ème} République, plus démocratique et mettant fin à la monarchie présidentielle, ainsi qu'à la mise en œuvre du référendum d'initiative populaire

Vous assurant de ma détermination à rendre notre société plus justice, plus solidaire et plus fraternelle, je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Cordialement

Fabien ROUSSEL
Député du Nord